



MELISSA BARREIRO/la trompette

Les ondes de choc

La guerre en Iran accélère l'accomplissement de plusieurs prophéties dans le monde entier.

- le personnel de la Trompette
- [30/04/2026](#)

« Il y a des décennies où il ne se passe rien, et il y a des semaines où il se passe des décennies ». La célèbre observation de Vladimir Lénine s'est certainement appliquée aux semaines qui ont suivi les attaques d'Israël et des États-Unis contre l'Iran, qui ont débuté le 28 février. Cette guerre s'avère être un catalyseur accélérant de nombreux événements prophétiques cruciaux.

Daniel 11 : 40-43 évoquent un bloc de pouvoir sur « le roi du sud » qui surgit « au temps de la fin ». Le rédacteur en chef de la Trompette, Gerald Flurry, a identifié ce bloc à l'islam radical, mené par l'Iran et incorporant d'autres nations et groupes islamistes radicaux du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Il est prédit qu'il se heurtera au « roi du nord » : l'Europe catholique dirigée par l'Allemagne.

PT_FR

Comment l'Iran pourrait-il rivaliser et « faire pression » sur l'Europe alors qu'une grande partie de sa puissance militaire et sécuritaire a été réduite en poussière par les frappes israéliennes et américaines ?

D'autres articles de ce numéro montrent comment l'Iran continuera à suivre la trajectoire décrite dans Daniel 11. Mais cette guerre accélère également un certain nombre d'autres tendances majeures qui permettront l'accomplissement d'autres prophéties bibliques. Ce qui se passe en Iran a déjà d'énormes implications géopolitiques dans toute la région et au-delà.

La dangereuse faiblesse de la Grande-Bretagne révélée au grand jour

La réponse de la Grande-Bretagne à la guerre en Iran risque de mettre fin à sa relation spéciale avec les États-Unis, de perdre des bases stratégiques essentielles et de confirmer au monde entier que le pays n'est plus en mesure de se défendre.

Loin d'être l'allié le plus proche de l'Amérique, la Grande-Bretagne a fait tout ce qu'elle pouvait pour éviter la guerre. Craignant que les bases britanniques ne soient attaquées, le premier ministre Keir Starmer a initialement refusé de permettre aux avions de guerre américains d'utiliser les bases britanniques pour bombarder l'Iran. Lorsque, malgré tout, l'Iran a riposté et attaqué ces bases, Starmer a refusé de s'impliquer, mais a courageusement permis aux États-Unis d'utiliser ces bases pour défendre le Royaume-Uni.

Le président Trump a fait part de sa déception, affirmant que Starmer n'était « pas un Winston Churchill ».

L'une de ces bases était le territoire sous souveraineté britannique à Chypre. Ce n'est qu'après une forte réaction européenne que M. Starmer a annoncé qu'il enverrait le HMS Dragon pour le protéger. Mais le Dragon était en cale sèche et incapable de partir avant plusieurs jours. La Grande-Bretagne dispose également d'une base navale à Bahreïn, mais pas de navires.

« [P]our un État insulaire exposé et d'importance stratégique, le contrôle des mers environnantes est une question de survie, qui exige des efforts incessants et coûteux », a écrit l'historien Robert Tombs. « [...] Avons-nous oublié que nous vivons sur une île surpeuplée ? [...] Nous dépendons des navires qui transportent notre nourriture, notre carburant et nos marchandises. » Les oléoducs. Les éoliennes en mer. Le réseau de câbles fragiles qui acheminent les informations numériques dont dépendent notre économie et notre vie quotidienne est peut-être le plus vulnérable de tous. Et nous avons du mal à envoyer ne serait-ce qu'un seul navire de guerre pour défendre notre base à Chypre, notre centre de renseignement le plus important. [...]

« La faiblesse invite à l'agression, et nous n'avons jamais été aussi vulnérables depuis que la flotte néerlandaise a remonté la Mer du Nord et s'est emparée du navire amiral de la Royal Navy en 1667. Si nous ne prenons pas nous-mêmes conscience de cela, je crains que nous n'ayons un réveil brutal aux mains de nos ennemis » (*Telegraph*, 9 mars).

Il est également clair que Starmer veut éviter la guerre en raison des pressions qu'il subit dans son pays.

La semaine précédant le début de la guerre en Iran, le Parti travailliste de Starmer a essuyé une défaite cuisante, terminant troisième lors d'une élection partielle pour un siège que le parti détenait depuis 1931.

Pendant des décennies, le parti travailliste a soutenu l'immigration parce que les migrants musulmans ont tendance à voter pour le parti travailliste. Aujourd'hui, le Parti vert prend le pas sur le Parti travailliste en adoptant une position pro-islamique encore plus extrême. Il a remporté l'élection partielle grâce à une campagne vidéo entièrement en ourdou — la langue du Pakistan — et a utilisé des images de responsables du Parti travailliste rencontrant le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et l'Indien Narendra Modi pour laisser entendre que le Parti travailliste n'était pas du côté des électeurs pakistano-britanniques. Après le début de la guerre, Mothiri Ali, vice-président du Parti vert, a participé à un rassemblement pro-iranien au cours duquel la foule scandait « Mort aux États-Unis ! » et « Mort à Israël ! »

Les derniers sondages montrent que les Verts sont plus populaires que les Travaillistes et arrivent en deuxième position au Royaume-Uni, derrière le Parti Réformiste de Nigel Farage.

Starmer fait passer son parti avant son pays, craignant que tout soutien aux États-Unis ne lui fasse perdre le vote musulman dans son pays.

Le livre d'Osée contient un avertissement pour la Grande-Bretagne. La situation actuelle est précisément prédite dans plusieurs passages. La Grande-Bretagne est comparée à un vêtement rongé par les mites (Osée 5 : 12) et à un gâteau qui n'a pas été retourné (Osée 7 : 8). Elle semble belle en apparence, mais dès qu'on la met à l'épreuve, elle s'effondre. Pourquoi ?

« Des étrangers consomment sa force, et il ne s'en doute pas », dit Dieu de la Grande-Bretagne (verset 9). Elle n'a pas la force de tenir tête à l'Iran, car elle a laissé entrer des millions de personnes qui prennent le parti de l'Iran plutôt que celui de la Grande-Bretagne. L'immigration a également alourdi les coûts colossaux de l'aide sociale et des soins de santé, rendant inabordable le maintien d'une armée performante.

Dans ses relations avec les autres nations, la Grande-Bretagne se comporte comme une « colombe stupide » (verset 11), naïvement exploitée par les puissances étrangères.

Comment un livre écrit il y a plus de 2 500 ans pourrait-il diagnostiquer précisément les problèmes de la Grande-Bretagne aujourd'hui ? Pourquoi ce livre s'applique-t-il si spécifiquement à la Grande-Bretagne ? Herbert W. Armstrong a répondu à ces questions dans son livre *Les Anglo-Saxons selon la prophétie*. C'est le livre fondamental pour comprendre ce que la Bible dit sur les événements mondiaux. Demandez un exemplaire gratuit.

Par Richard Palmer

Les armées européennes envahissent Chypre

Le drone iranien qui a frappé une base aérienne britannique à Chypre le 2 mars n'a tué personne et n'aurait fait que peu de dégâts. Pourtant, les implications pour l'avenir du Moyen-Orient pourraient être énormes.

La réaction de la Grande-Bretagne a été lente, et le président chypriote Nikos Christodoulides a fait en sorte de rejeter la Grande-Bretagne et de demander plutôt l'aide de l'Union européenne.

La Grèce a rapidement envoyé deux frégates, dont son modèle le plus récent et le plus avancé. La France a dépêché un groupe aéronaval, et le président Emmanuel Macron s'est rendu à Chypre pour annoncer certains de ces déploiements. L'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas ont également fourni des navires. Un destroyer britannique est arrivé plus d'une semaine après l'attaque.

Aucune de ces mesures n'est nécessaire pour protéger Chypre contre des attaques de drones qui n'ont causé que des dégâts

minimes. Mais les puissances européennes ont saisi cette occasion pour montrer qu'elles ont la volonté et la capacité de défendre Chypre — ce qui n'est pas le cas de la Grande-Bretagne.

Un porte-parole du gouvernement chypriote a exprimé le « mécontentement » du gouvernement face au manque de communication claire de la part de la Grande-Bretagne. Ils ont exigé que « les bases britanniques à Chypre ne soient en aucun cas utilisées à d'autres fins que l'humanitaire ». Lorsqu'on lui a demandé si Chypre renégocierait le statut des bases, il a répondu : « Nous n'excluons rien ».

Les bases restent britanniques, mais il est clair que Chypre se tourne vers l'UE pour obtenir une protection, et l'UE est désireuse de l'offrir. D'ici peu, ces bases, comme tant d'autres, échapperont au contrôle de la Grande-Bretagne.

Les installations de renseignement chypriotes sont sans doute plus importantes que ses bases aériennes, et elles ont très certainement contribué aux attaques contre l'Iran. Les fuites publiées par Edward Snowden montrent que l'Agence nationale de sécurité des États-Unis contribue au financement de ces postes d'écoute. Le quartier-général des communications du gouvernement britannique a écrit que la station de la Royal Air Force à Troödos « est depuis longtemps considérée comme le "joyau de la couronne" par la NSA, car elle offre un accès unique au Levant, à l'Afrique du Nord et à la Turquie ».

On pense que les États-Unis ont aidé Israël dans sa guerre à Gaza en transmettant des renseignements recueillis à Chypre.

Après les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, Chypre est devenue une plaque tournante cruciale pour les pays qui évacuent leurs citoyens de la région. L'Allemagne et les Pays-Bas y déployèrent des troupes pour faciliter les évacuations, et 16 000 Israéliens ont fui vers ces pays.

La Grande-Bretagne a peut-être des bases à Chypre, mais l'Allemagne y établit sa domination économique après avoir renfloué le pays pendant la crise économique de 2012-2013. Ces dernières années, les relations militaires entre l'Allemagne et Chypre se sont intensifiées, l'Allemagne ayant établi une présence navale dans la région dans le cadre de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban. En 2022, les deux pays ont signé leur premier Programme bilatéral de coopération en matière de défense, lequel donna lieu à des exercices militaires conjoints.

« Aussi justifié soit-il, le Brexit remet en question l'avenir de ces bases à Chypre », écrivait M. Flurry en 2019. « Je prédis que la Grande-Bretagne va perdre le contrôle de ces bases. » Cela signifie que ce n'est qu'une question de temps avant que les États-Unis ne soient également poussés vers la sortie » (*Trompette*, novembre-décembre 2019).

En 1980, Herbert W. Armstrong déclara au président par intérim de Chypre, Georgios Ladas, qu'une Europe dirigée par l'Allemagne prendrait le contrôle de l'île, sur la base de prophéties bibliques spécifiques.

Apocalypse 17 décrit la puissance d'une bête, une résurrection des itérations précédentes du Saint Empire romain, mais cette fois composée de 10 rois. S'appuyant sur cette prophétie, M. Armstrong a déclaré en 1945 que l'Allemagne renaîtrait au sein d'une « union européenne ». Cette puissance serait dirigée par une femme (symbole prophétique d'une Église) et elle accorderait une attention particulière à Jérusalem.

« Les précédentes résurrections du Saint-Empire romain ont donné lieu à plusieurs croisades depuis Chypre », a expliqué M. Flurry. « La dernière résurrection de cet empire sera menée par l'Église catholique, et elle se lancera dans une nouvelle croisade. « On voit déjà cet empire se diriger vers Jérusalem *dans le cadre de ses conquêtes* » (ibid.).

C'est pourquoi l'UE s'intéresse tant à Chypre. Il ne fait pas grand-chose pour frapper l'Iran pour l'instant, mais il se prépare à de grandes avancées militaires au Moyen-Orient — selon ses propres conditions.

Par Richard Palmer

L'Allemagne rompt avec les États-Unis

Après la réélection de Trump, le chancelier allemand Friedrich Merz a averti que « l'OTAN pourrait bientôt disparaître ». Cette prédiction est en passe de devenir une prophétie autorealisée.

Trois semaines après le début de la guerre contre l'Iran, le président Trump a appelé l'Europe à aider à maintenir le détroit d'Ormuz ouvert. « S'il n'y a pas de réponse ou si c'est une réponse négative, je pense que ce sera très mauvais pour l'avenir de l'OTAN », a-t-il déclaré.

L'Allemagne s'est empressée de rejeter la demande.

« Cette guerre n'a rien à voir avec l'OTAN. Ce n'est pas la guerre de l'OTAN », a déclaré Stefan Kornelius, porte-parole du chancelier Merz, aux journalistes à Berlin le 16 mars. « L'OTAN est une alliance défensive, une alliance pour la défense de son territoire. Tant que cette guerre se poursuivra, il n'y aura aucune implication, même pas dans une option visant à maintenir le détroit d'Ormuz ouvert par des moyens militaires. »

« Washington ne nous a pas consultés. Nous l'aurions déconseillé », a déclaré M. Merz au Bundestag, réaffirmant que l'Allemagne n'apporterait aucune aide tant que la guerre se poursuivrait.

D'autres alliés de l'OTAN ont réagi de la même manière.

Trump aurait été outré. Il a publié sur les réseaux sociaux : « Je me demande ce qui se passerait si nous “en finissons” avec ce qui reste de l'État terroriste iranien et si nous laissons les pays qui s'en servent, contrairement à nous, assumer la responsabilité de ce qu'on appelle le “détroit” ? Cela ferait réagir certains de nos “alliés” qui ne réagissent pas, et vite !!! » (18 mars).

La pierre tombale de l'OTAN est en train d'être taillée sous nos yeux. Même la guerre contre un régime terroriste maléfique est source de tensions pour l'alliance plutôt que de l'unir.

Le 19 mars, les choses ont semblé changer lorsque l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Japon ont publié une déclaration conjointe condamnant les actions de l'Iran et exprimant « une volonté de contribuer aux efforts appropriés pour assurer un passage sûr à travers le détroit ». Cependant, un porte-parole du gouvernement allemand a rapidement précisé que cela ne changeait pas la position de l'Allemagne.

Le chapitre « La fissure de l'Atlantique » de notre brochure *Il avait raison* explique comment cette rupture a été prophétisée dans votre Bible. Comme l'écrivait *La pure vérité* en mars 1974 : « Les prochaines années verront s'intensifier les malentendus, les conflits d'intérêts et, parfois, l'hostilité ouverte entre les États-Unis et l'Europe. »

Par Josué Michels

Les Arabes s'unissent contre l'Iran

Après qu'Israël et les États-Unis eurent bombardé l'Iran, ce dernier a riposté — en bombardant les alliés des États-Unis dans le monde arabe. Cela a mis en évidence un fossé qui, selon les prévisions, devrait se creuser davantage.

Le Bahreïn, le Kurdistan irakien, la Jordanie, le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie et les Émirats arabes unis accueillent sur leur territoire des milliers de soldats, de marins et de personnel aéronautique américains. Toutes ces cibles ont été la cible de salves de missiles et de drones iraniens. (L'Iran a également attaqué Oman, une partie neutre entretenant de bonnes relations avec les deux camps ; les déclarations faites par l'Iran après coup laissent entendre que cette attaque pourrait avoir été le fait de soldats iraniens à la gâchette facile, agissant sans l'accord du gouvernement.)

L'une des premières cibles de l'Iran a été la plus grande raffinerie de pétrole d'Arabie saoudite, située dans la ville de Ras Tanura. Les économies de l'Arabie saoudite et de la plupart des autres États arabes du Golfe dépendent presque entièrement du commerce du pétrole. L'Iran menace effectivement de détruire du jour au lendemain les économies des pays arabes du Golfe.

Peut-être la cible la plus surprenante jusqu'à présent est le Qatar. Des drones iraniens ont pris pour cible les infrastructures énergétiques du Qatar, contraignant son immense société publique de gaz naturel liquéfié à interrompre sa production. Le pays affirme avoir abattu deux bombardiers iraniens au-dessus de son espace aérien.

Le Qatar est l'un des principaux bailleurs de fonds de certains des groupes terroristes soutenus par l'Iran, tels que le Hamas et les Frères musulmans. Il a mis à profit ses relations avec l'Occident pour protéger ces groupes sur les plans diplomatique et financier. Il a également utilisé son influence diplomatique et culturelle pour dissuader les États-Unis de nuire à l'Iran. Dans les premières heures de la guerre, alors même que ses intercepteurs abattaient des missiles iraniens, le Qatar semblait tenter de désamorcer le conflit. Mais après que l'Iran eut pris pour cible le principal aéroport civil du Qatar, Majed al-Ansari, conseiller du Premier ministre qatari, a déclaré : « Cela ne peut rester sans réponse. Un prix doit être payé pour cette attaque contre notre peuple. » Le *Jerusalem Post* et la chaîne d'information israélienne Channel 12 ont affirmé que le Qatar avait lancé des frappes aériennes contre l'Iran en représailles.

La Turquie en est un autre exemple frappant. Tout comme le Qatar, la Turquie entretient des relations relativement bonnes tant avec l'Iran qu'avec l'Occident, et elle soutient des groupes terroristes tels que le Hamas. Mais la Turquie fait également partie de l'OTAN et relève donc de la clause de défense collective prévue par l'« article 5 » de l'alliance. Les États-Unis stockent même des armes nucléaires à la base aérienne d'Incirlik.

Le 4 mars, l'Iran a tiré un missile qui semblait viser Incirlik. Un destroyer américain soumis aux obligations de l'OTAN l'a intercepté. Mais la possibilité que l'Iran ait délibérément ciblé la base d'armes nucléaires américaine dans un pays membre de l'OTAN reste choquante. À quel type de riposte l'Iran s'attendait-il si le missile avait atteint sa cible ?

Le ministère turc de la Défense a répondu : « Nous nous réservons le droit de riposter à tout acte hostile dirigé contre notre pays. » C'est sans précédent. Le simple fait de menacer l'Iran d'une telle action marque un changement radical par rapport à la situation d'avant la guerre.

Le 1er mars, Bahreïn, la Jordanie, le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ainsi que les États-Unis, ont publié une déclaration dans laquelle ils « condamnent fermement les attaques aveugles et irresponsables menées par la République islamique d'Iran à l'aide de missiles et de drones contre des territoires souverains de la région » et « réaffirment leur droit à la légitime défense face à ces attaques ».

Il est difficile d'unir le monde arabe sur n'importe quel sujet, sauf sur Israël. Certains de ces pays ont financé des guerres par procuration les uns contre les autres. Pourtant, dans ce cas précis, le monde arabe s'unit contre *l'ennemi d'Israël*. En d'autres termes, la pression exercée par l'Iran parvient à réaliser l'impossible.

Le président Trump entretient des liens étroits avec le Qatar, l'Arabie saoudite et d'autres gouvernements arabes. Les pays arabes du Golfe ont déjà incité Trump à ne pas attaquer l'Iran. Ils tentaient de le faire cette fois-ci. En les attaquant, l'Iran cherchait peut-être à les pousser à faire pression sur Trump. L'Iran sait également qu'un des points faibles des États-Unis est l'opinion publique défavorable. Attaquer les pays arabes producteurs de pétrole revient à s'attaquer au commerce mondial du pétrole, ce qui fait grimper les prix de l'essence. Pour diverses raisons, certains partisans de Trump l'accusent de trahison.

Quelles que soient les motivations de l'Iran, ses actions à l'encontre d'autres nations islamiques semblent avoir précipité la réalisation d'autres prophéties.

Le Psaume 83 fait état d'une alliance de peuples du Moyen-Orient dont le but est « qu'on ne se souvienne plus du nom d'Israël » (verset 5). La composition de l'alliance est décrite dans les versets 7-8 : « Les tentes d'Édom et les Ismaélites, Moab et les Hagaréniens, Guebal, Ammon, Amalek, les Philistins avec les habitants de Tyr ». M. Flurry a prouvé qu'il s'agit d'une prophétie pour le 21^e siècle, mais pour la comprendre, il faut connaître les descendants modernes de ces peuples. En se référant aux écrits de M. Armstrong, celui-ci a montré qu'il s'agissait de l'Arabie saoudite, des États du Golfe, de la Syrie, des Palestiniens, du Liban, de la Jordanie et de la Turquie (voir « Défaut mortel dans les accords de paix au Moyen-Orient », *latrompette.fr*).

Les nations mentionnées dans le Psaume 83 — ces mêmes nations qui, d'ordinaire, ne parviennent pas à s'entendre — font désormais front commun contre l'Iran.

Le verset 8 (version Darby) désigne Assur, ou l'Assyrie — l'Allemagne actuelle — comme le chef de file de cette alliance. Cela commence déjà à se produire. Mais si l'on associe cette prophétie à Daniel 11 (comme nous le faisons dans le reste de cet article), il devient clair que l'un des motifs de cette alliance est de contrer l'ennemi de l'Allemagne : l'Iran. *Les frappes de l'Iran et la réponse du monde arabe à ces frappes contribuent à consolider cette alliance.*

Par Mihailo S. Zekic

Le Liban rompt avec l'Iran

Le Hezbollah, le groupe mandataire terroriste chiite de l'Iran au Liban, a attaqué Israël le 2 mars pour soutenir l'Iran. Israël a répondu par des frappes aériennes contre plus de 50 communautés au Liban, y compris la capitale, Beyrouth. Le 6 mars, des commandos israéliens ont pénétré dans le sud du Liban pour combattre le Hezbollah. Le 15 mars, Israël a annoncé l'élargissement de ses opérations terrestres.

L'ampleur du conflit est considérable. On estime qu'un cinquième de la population libanaise, soit un million de personnes, a été déplacé.

Lors des précédents rounds de combats, le gouvernement libanais a tenté d'éviter de s'impliquer. Il y a un an, il a annoncé l'interdiction des membres armés du Hezbollah, mais le groupe terroriste, qui exerce une influence quasi gouvernementale dans le sud du Liban, n'en a pas tenu compte.

Cette fois-ci, fait remarquable, le gouvernement *a accusé le Hezbollah*, et non Israël, d'être responsable du conflit. Peu après le début des hostilités, le premier ministre libanais Nawaf Salam a annoncé que toutes les activités de sécurité et militaires du Hezbollah étaient illégales et que ses membres armés devaient rendre leurs armes. Alors que l'Iran est sous le feu des critiques, il est en fait possible de désarmer le Hezbollah cette fois-ci.

Dans l'intervalle, le gouvernement libanais demande à son ancien maître colonial, la France, d'intercéder auprès d'Israël au sujet de ses incursions sur le territoire libanais. Cela pourrait notamment passer par la négociation d'un traité de paix entre Israël et le Liban, ce qui obligerait le gouvernement libanais à reconnaître Israël, une mesure sans précédent si elle venait à se concrétiser.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu serait intéressé par une normalisation des relations avec le Liban. La guerre en Iran pourrait ouvrir une fenêtre d'opportunité pour un traité.

Une prophétie dans le Psaume 83 mentionne « Guebal » et « Tyr » (verset 7), deux cités-États phéniciennes qui sont aujourd'hui de grandes villes libanaises, comme membres d'une alliance qui se forme afin « qu'on ne fasse plus mention du nom d'Israël. » (verset 4). Cette alliance sera dirigée par Assur, l'Allemagne moderne (verset 8 version Darby), dont il est prophétisé ailleurs qu'elle dominera le reste de l'Europe.

« Le Liban était — et reste — dominé par le Hezbollah, un groupe terroriste agissant pour le compte de l'Iran », écrivait Gerald Flurry en 2020. Il a expliqué que le Psaume 83 prophétise l'avenir du Liban : « Il montre que le Hezbollah perdra une grande partie de son pouvoir et que l'Iran perdra son emprise sur le Liban — que cette nation s'alliera plutôt avec l'Arabie saoudite et d'autres États arabes modérés, ainsi qu'avec l'Europe dirigée par l'Allemagne » (*Trompette*, octobre 2020).

La guerre de 2024 entre Israël et le Hezbollah a suffisamment affaibli ce dernier pour permettre à Salam, Aoun et d'autres responsables politiques opposés au Hezbollah d'accéder au pouvoir. Ils ont promis de réduire la capacité du Hezbollah à fonctionner comme un gouvernement parallèle, mais ils n'ont pas été en mesure d'aller jusqu'au bout. Il se pourrait toutefois que les conditions viennent à se mettre en place pour faciliter la transition du Liban, qui s'éloignerait de l'Iran pour se tourner vers la France et le reste de l'Europe, comme cela a été prophétisé.

Par Mihailo S. Zekic

La Russie en tire profit

Même si le tableau est quelque peu contrasté, la Fédération de Russie tire largement profit de la guerre en Iran et se renforce, tout en se dotant des moyens nécessaires pour jouer le rôle qui lui est prédit dans les événements de la fin des temps.

Au cœur de prospérité économique de la Russie se trouve un seul produit : le pétrole. Représentant environ 60 pour cent des exportations totales du pays, il reste le combustible de l'économie russe. Mais depuis le début de la guerre à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine il y a quatre ans, le pétrole russe est sous sanctions occidentales. Un plafond tarifaire a également été imposé, empêchant le pays de vendre son or noir à plus de 60 dollars le baril.

La Russie s'est adaptée en vendant moins à l'Occident et beaucoup plus à la Chine et à l'Inde. Mais malgré ce revirement, le plafonnement des prix a fait chuter les recettes pétrolières de la Russie et a mis son économie à rude épreuve. Puis, en 2025, l'offre mondiale de pétrole a augmenté et la demande a ralenti, ce qui a entraîné une baisse considérable des prix du pétrole. Parallèlement, les États-Unis ont convaincu l'Inde de réduire ses achats de pétrole russe, qui passeront de 2,1 millions de barils par jour à la mi-2025 à 1,1 million de barils par jour en janvier 2026.

La pression exercée sur la Russie s'est intensifiée, contraignant le pays à vendre à des prix de plus en plus bas — bien en dessous du plafond de 60 dollars. Avec certaines raffineries, la Russie ne réalisait que des bénéfices négligeables. Avec d'autres, elle vendait même à *perte*. Cela a eu des conséquences désastreuses pour l'économie russe. Reuters écrivait le 4 février : « Le déficit public russe pourrait presque tripler par rapport à l'objectif officiel d'ici fin 2026, car la baisse des achats de pétrole par l'Inde et l'augmentation des remises accordées sur les exportations pétrolières grèvent les recettes, tandis que les dépenses pourraient s'avérer plus élevées que prévu. »

La situation de la Russie et sa capacité à continuer de financer sa guerre s'annonçaient sombres. Puis survint la guerre en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz.

Les cours mondiaux du pétrole ont grimpé en flèche, et les recettes pétrolières de la Russie ont augmenté de 14 pour cent par rapport à la moyenne quotidienne enregistrée avant le conflit. Le brut russe se vend toujours avec une décote importante par rapport au Brent, mais le pays peut désormais facilement le vendre à 60 dollars le baril. Et grâce à ses flottes fantômes qui ne tiennent pas compte du plafond de prix, la Russie peut désormais en tirer 65, voire 70 dollars le baril.

L'administration Trump a également accordé à l'Inde une exemption de 30 jours le 5 mars, lui permettant d'acheter à nouveau une partie du pétrole russe afin d'atténuer la hausse des prix. Le président russe Vladimir Poutine a commenté ce retournement quatre jours plus tard, déclarant aux magnats et responsables russes qu'il était « important pour les entreprises énergétiques russes de profiter du moment actuel ».

Les bonnes nouvelles se sont poursuivies le 13 mars, lorsque l'administration Trump a temporairement autorisé *les pays* à acheter du pétrole et des produits pétroliers russes se trouvant actuellement en mer.

Cela s'est traduit par une manne financière considérable pour la Russie. Au cours des deux premières semaines seulement de la guerre en Iran, le pays a engrangé quelque 7 milliards de dollars grâce aux ventes de pétrole et de gaz — soit suffisamment pour acheter 17 000 drones d'attaque Shahed *chaque jour*.

« Les sanctions américaines ont contraint le brut russe à se négocier à un prix fortement réduit », a déclaré Alexander Kirk, de l'association Urgewald. « Une levée des sanctions comblerait cet écart du jour au lendemain et apporterait au Kremlin un surcroît de recettes de plusieurs milliards, au moment même où la pression commence à se faire sentir. »

Il est vrai que la guerre impose certains coûts à la Russie. Le régime iranien est l'un des principaux partenaires de Moscou depuis quelques années et un important fournisseur de matériel militaire. Alors qu'il lutte désormais pour sa propre survie, il sera moins enclin à céder des missiles balistiques, des obus d'artillerie et d'autres équipements. Ce conflit entame également le prestige de la Russie, puisque Moscou cherche à se présenter comme le protecteur de ses partenaires en difficulté. Aujourd'hui, tout comme le régime de Bachar al-Assad en Syrie et celui de Nicolás Maduro au Venezuela, le gouvernement iranien se retrouve sous le feu des critiques, sans bénéficier d'une aide visible de la part de Moscou.

Ce sont des coups durs pour la Russie de Poutine. Mais les analystes s'accordent largement à dire que l'augmentation des recettes pétrolières compense ces autres facteurs. Et si les prix restent élevés, cela pourrait se traduire par une armée russe bien mieux financée et plus impitoyable.

Pris ensemble, ces développements sont un rappel supplémentaire que la Russie est là pour rester. Ces derniers mois, de nombreuses voix en Occident ont affirmé que le système russe ne tiendrait pas encore longtemps et qu'il ne pourrait pas résister au poids des sanctions ni au fardeau que représente la vente de pétrole à perte ou avec un bénéfice dérisoire. Les gros titres reflètent un sentiment d'urgence croissante : la Russie ne peut pas tenir le coup. La pression va monter. L'économie va se fissurer. Peut-être même que Poutine lui-même sera écarté.

Mais aujourd'hui, loin de s'effondrer, la Russie dispose de milliards de dollars provenant des recettes énergétiques, et Poutine semble plus solide que jamais à la tête du pays.

Pour les lecteurs de *La Trompette*, cela ne devrait pas être une surprise. Depuis plus d'une décennie, s'appuyant sur les prophéties d'Ézéchiel 38 concernant une superpuissance de la fin des temps appelée « Rosch » (verset 2), M. Flurry explique que Poutine est destiné, selon la prophétie, à jouer un rôle majeur dans les événements que la Bible annonce pour la fin des temps — des événements qui sont encore à venir. En raison de cette compréhension, nous soutenons depuis longtemps que quelles que soient les pressions auxquelles la Russie puisse être confrontée — difficultés économiques, sanctions ou isolement géopolitique — tant le pays que son dirigeant résisteront.

Par Jeremiah Jacques